

Pour une identité européenne en matière de sécurité - Jacques Le Dauphin - 25 février 2002

L'évolution de la situation internationale interpelle directement l'Union Européenne.

En effet face aux défis du monde contemporain l'unilatéralisme américain s'exprime avec toujours plus de force, tout particulièrement depuis les attentats terroristes survenus (New York et Washington le 11 septembre 2001). La doctrine développée par George Bush, le 29 janvier 2002, dans son discours sur l'état de l'Union, confirmée lors de la Conférence internationale sur la sécurité à Munich les 2 et 3 février 2002, par le numéro deux du Pentagone Paul Wolfowitz et développée régulièrement dans les propos martiaux du « soldat Rumsfeld » pose de sérieuses questions. L'impressionnante surenchère militaire annoncée par le Président américain pour combattre le terrorisme et s'opposer à « l'axe du mal », véritable budget de temps de guerre (379 milliards de dollars pour 2003, plus de 15 % d'augmentation sur 2002) entend préparer son pays, mais aussi ses alliés et le monde en général à une épreuve du type de la guerre froide. C'est très inquiétant. Les Etats-Unis font des événements du 11 septembre 2001 la date d'entrée dans un monde différent. Tout en se gardant d'en sous-estimer la portée et l'onde de choc provoquée, on notera que les bouleversements qualitatifs sont intervenus bien en amont lors de la dernière décennie, une période où la sortie de la guerre froide a été pour le moins mal négociée. Certes le terrorisme est aujourd'hui un défi majeur, contre lequel il convient de lutter. Pour autant peut-on parler d'« hyperterrorisme » comme forme d'une nouvelle guerre ?¹ . On perçoit très vite qu'une réponse positive à cette question raccourcit dangereusement l'analyse et privilégie les moyens d'action de type militaire. Ainsi occultant toute étude sérieuse des problèmes que traverse le monde contemporain, les Etats-Unis prétendent tout régler par la lutte contre le terrorisme et bien-sûr, selon leur principe de toujours, par la force militaire. Il s'agit clairement d'instrumentaliser le terrorisme pour mener la guerre tous azimuts selon leurs ambitions stratégiques. En somme « le 11 septembre aura servi à accentuer le nouveau cours hégémonique et unilatéralisme suivi par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide »² . C'est pour une telle lutte que les Américains revendiquent un leadership inconditionnel tant du point de vue de leurs alliés que des instances internationales. Il est naturel qu'une telle attitude provoque un malaise croissant chez les Européens, plus elle les appelle à prendre leurs distances vis-à-vis d'une dérive des plus dangereuses. D'autant qu'après la guerre menée en Afghanistan, d'Alger à Manille, en passant par Mogadiscio ou Sinaï, les Américains mènent dorénavant une vraie guerre sans frontières. D'autant aussi que des menaces de guerre pèsent sur l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, pays placés dans « l'axe du mal ». Des réactions se sont faites jour. Ainsi le ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine a dénoncé fort justement « le simplisme » et « l'unilatéralisme utilitaire » des Américains, le commissaire européen Chris Patten a évoqué de son côté « l'instinct unilatéraliste des Etats-Unis », s'attirant ces remarques aussi désinvoltes qu'arrogantes du Secrétaire d'Etat américain Colin Powell : « Monsieur Védrine a des vapeurs » et « Monsieur Patten s'est un peu monté la tête »³ . Il reste que d'autres ministres des Affaires étrangères se sont aussi exprimés et non des moindres comme le britannique Jack Straw, l'allemand Joschka Fisher, l'Espagnol Josep Piqué, la suédoise Anna Lindh, tous ont tenu à prendre leurs distances avec l'attitude américaine. Ainsi même si les Européens éprouvent des difficultés à parler d'une seule voix, ils montrent néanmoins leur réticence à s'associer sans réserves à la vision américaine des relations internationales.

Cette stratégie américaine va-t-elle conduire les Européens à affirmer clairement leur propre identité en matière de sécurité et de défense ? On sait que les seuls « progrès » de l'Union Européenne en la matière depuis 1998 s'inscrivent essentiellement dans le champ d'opérations militaires dites de Petersberg (rétablissement de la paix), sans toutefois préciser leur nature, le champ opérationnel et la définition de légitimité. Des moyens sont mis en place, opérationnels en principe pour l'année prochaine (corps d'armée et dispositifs navals et aériens d'accompagnement), alors que n'existe encore aucune vision stratégique commune des objectifs que sont supposés remplir les militaires composant cette capacité européenne

¹ François Heisbourg : « Hyperterrorisme : la nouvelle guerre » - Odile Jacob

² Gilbert Achcar : « Le Monde diplomatique » - décembre 2001

³ interview au « Financial Times »

de réaction rapide. L'élaboration d'un « Livre blanc européen » sur la sécurité et la défense a bien été évoquée mais n'a pas été encore concrétisée. Le sommet européen de Laken de décembre 2001 n'a guère permis d'avancer en ce sens. Quelle impulsion entend donner la présidence espagnole pour ce premier semestre 2002 ? Près de deux mois après la prise de fonction, peu d'informations ont filtré. Si on se réfère à un article de Federico Trillo, ministre de la défense espagnole⁴, les ambitions ne semblent pas très grandes en ce domaine. Les priorités retenues tournent autour de trois grandes questions : « l'évolution institutionnelle pour fournir un système adapté de prise de décision », « le développement des capacités militaires en coordination avec l'OTAN en vue d'exécuter des missions du type de celles de Petersberg », « la transparence vis-à-vis des opinions publiques ». Une brève allusion est faite sur la possible élaboration d'un « Livre blanc européen » susceptible de définir un concept commun d'approches au regard des menaces et des risques, mais rien de plus. Si on se réfère à cet article, il n'y aurait rien de bien nouveau à prévoir en ce semestre, un parcours en vitesse de croisière en quelque sorte. Pourtant les questions fondamentales demeurent et elles restent toujours sans réponses. L'action extérieure d'une force de réaction rapide n'est pas une fin en soi, elle doit être au service d'un projet politique ou bien alors pense-t-on d'ores et déjà qu'elle ne sera qu'une force auxiliaire pour des interventions décidées en d'autres lieux, à l'OTAN, à Washington. Mais si cette force « s'insère de fait dans la stratégie américaine, c'est accepter leur vision du monde et le système international que les Américains mettent en place⁵ ». Certes on est contraint de constater que « la dimension sécurité européenne a été, est et risque de rester encore bornée par le fait transatlantique »⁶. Bien que nul n'ignore que l'Alliance atlantique est l'outil de contrôle américain sur les Etats européens, il reste que onze Etats sur quinze de l'Union Européenne en sont membres et combien le seront dans le cadre du double élargissement Union Européenne et OTAN ? Par ailleurs, d'évidence, aucun Etat européen membre de l'Alliance ne souhaite à horizon prévisible le démantèlement de cette organisation. Pour eux le lien transatlantique semble s'imposer objectivement, avec sans doute pour certains Etats une velléité à tenir une place plus grande au sein de l'Alliance. A l'expérience, on sait que c'est un leurre. Quand à l'idée parfois exprimée de piliers égaux Etats-Unis / Europe, elle relève du virtuel. C'est pourquoi on peut comprendre l'amertume ressentie au constat que, malgré les efforts déployés par son secrétaire général Lord Robertson, l'OTAN n'ait pas été sollicitée lors de la guerre en Afghanistan. Les Etats-Unis ont décidé de jouer la partie en solo, avec en quelques circonstances des alliances à la carte. George Bush s'est sans doute remémoré cette réflexion de Winston Churchill, pour lequel il éprouve beaucoup d'admiration, « quand on travaille avec des alliés, il arrive parfois que ceux-ci manifestent des opinions qui leur sont propres ». Précisons toutefois que cette expérience ne veut nullement dire que l'OTAN aurait perdu de son intérêt pour les Américains. Non, en témoignent les efforts actuels déployés en vue d'un nouvel élargissement de l'Organisation lors du prochain sommet de Prague. Par ailleurs on soulignera à ce sujet que les ambitions américaines ne se limitent pas au registre militaire, mais tendent à recouvrir aussi ceux plus vastes encore de l'économique et du politique. Les Américains veulent disposer d'un libre choix.

En résumé, aussi importantes que soient les réactions actuelles des capitales européennes, le risque est grand de les voir s'atténuer dans le temps. Ainsi déjà le ministre français de la défense Alain Richard a cru nécessaire de déclarer : « l'Europe et les Etats-Unis entretiennent depuis des années des relations militaires. Quant à la France, elles durent depuis 200 ans. Les disputes momentanées sur les politiques à mener ne changeront pas ces relations »⁷. Ainsi aussi Chris Patten : « Nous avons besoin à la fois de la fonction de leadership de l'Amérique et de la coopération internationale à une échelle sans précédent »⁸. Alors l'ambition de voir l'Europe affirmer ses propres choix stratégiques relèverait-elle du rocher de Sisyphe ? Je ne le pense pas. A condition toutefois que les Européens fournissent un effort conceptuel

⁴ *Le Monde* - 19 février 2002

⁵ Alain Joxe : *Le Monde* - 19 février 2002

⁶ André Dumoulin : *Le Monde* - janvier 2002

⁷ *Le Monde* - 19 février 2002

⁸ *Le Monde* - 20 février 2002

important pour voir émerger une culture stratégique propre au continent. Dans cet esprit, convient-il sur la base d'une riche et parfois douloureuse expérience, que la communauté européenne valorise ses capacités spécifiques de penser, sans références obligatoires avec l'autre rive de l'Atlantique. Elle peut ainsi fournir une stratégie alternative à celle prônée présentement par les Etats-Unis. Une stratégie transposable dans le système mondial, basée sur le règlement pacifique des conflits et le développement pour tous. Pour cela convient-il qu'elle affirme clairement que la sécurité mondiale n'appelle pas à recourir prioritairement à des moyens militaires, tout au contraire. Ainsi pour affirmer leur identité, les Européens n'ont pas à se sentir contraints d'emboîter le pas des Américains dans leur démarche militaire et guerrière. Nous ne suivons donc pas les hommes politiques, les experts qui se lamentent sur l'écart croissant entre les dépenses militaires américaines et celles du vieux continent (plus d'un milliard de dollars par jour pour les américains). L'Europe est peut-être en regard un « pygmée militaire comme se plaît à le dire le secrétaire général de l'OTAN G. Robertson, pourquoi faire être un géant ?

En quoi un accroissement généralisé des dépenses militaires serait-il susceptible de favoriser la sécurité mondiale ? D'expérience on en connaît les conséquences, pour les budgets nationaux bien-sûr mais aussi sur les coopérations internationales, les aides au développement en constante diminution. Sait-on que la seule augmentation des crédits du Pentagone équivaut à la totalité de l'aide publique versée par tous les pays développés à l'ensemble du monde en développement en 2001. Poursuivre dans cette voie serait aggraver encore les inégalités, les fractures sources de tension et de déstabilisation des relations internationales. Un effet d'autant plus déstabilisateur que l'accroissement des dépenses militaires induit des politiques de force et d'intervention et en retour de graves dangers de dissémination des armes de destruction massive. Ce serait aussi jouer contre le désarmement. On perçoit déjà les effets d'accompagnement de la politique américaine sur les Traités, les mesures de désarmement entrepris ces dernières années. Les Etats-Unis n'assignent plus qu'une fonction marginale à la maîtrise négociée des armements⁹. Le traité ABM est qualifié de « relique du passé », l'opposition aux traités interdisant les essais nucléaires ou les mines antipersonnels est permanente, le blocage de la conférence de l'ONU sur les armes légères patent. Autant d'attitudes reflétant la tendance unilatéraliste des Etats-Unis. On le voit prétendre se hisser à leur niveau ou pour le moins se rapprocher d'eux en ce domaine n'est pas le bon chemin si l'Union Européenne veut marquer de son identité les relations internationales. Elle a un tout autre rôle à jouer.

Présentement à quinze, bientôt à vingt-cinq pays, voire davantage l'Union Européenne représente une force économique, bénéficie d'une influence politique et d'un rayonnement culturel. Son réseau de partenaires est vaste et diversifié, en Afrique, au Sud de la Méditerranée, en Amérique latine, en Asie. Celle ou celui qui a quelques contacts internationaux est à même de mesurer combien l'attente est grande de voir l'Union Européenne s'investir pleinement pour assurer sur la scène internationale une responsabilité globale de nature politique, diplomatique, économique, humanitaire et militaire. L'Union Européenne dispose donc d'atouts importants pour ouvrir d'autres voies que l'évolution mondiale chaotique actuelle. « C'est le moment d'user de ces atouts, non pour rivaliser avec les Etats-Unis dans la domination du monde, mais pour promouvoir une coopération à l'échelle de la planète sur tous les enjeux globaux de notre époque »¹⁰. L'Union Européenne est placée devant ses responsabilités. Ses Etats les assumeront-ils ? Ils le feront d'autant mieux si les citoyens européens font irruption pour donner chair à cette exigence qui monte. Dans cet esprit la dynamique de Porto Alegre est riche d'enseignements.

⁹ Jean Klein : *ÔAr* sÓ janvier 2002

¹⁰ Francis Wurtz : *ÔLÔHumanitŽ* HebdoÓ - 9 fŽvrier 2002